

OPINION

redaction.union@sonapresse.com

COP27 : unies, l'Afrique et l'Europe font la différence !

Chrysoula Zacharopoulou*

Alors que la COP27 touche à sa fin, chacun peut le constater : il n'existe pas de réponse simple et immédiate au défi climatique. Nous ne sommes pas encore sur une trajectoire mondiale permettant de limiter le réchauffement climatique à 1.5 degré.

Nous sommes encore loin de répondre à toutes les demandes pressantes et légitimes des pays les plus vulnérables.

Nous n'avons pas encore réussi à trouver un consensus parfait entre 197 trajectoires, intérêts et visions du monde.

Mais cela n'altère en rien notre détermination à poursuivre à la fois les négociations internationales, pour mettre en oeuvre l'Accord de Paris, et pour agir, sur les plans national et international pour réduire nos émissions.

Pourtant, cette " COP africaine " porte un message d'espoir : ensemble, l'Afrique et l'Europe changent les équilibres.

Nous avons montré que lorsque chacun prend ses responsabilités, surtout en matière de solidarité, nous pouvons bâtir des partenariats ambitieux et concrets, entre pays en développement, pays émergents et pays développés. Et notamment entre l'Afrique et l'Europe.

Notre responsabilité climatique ne s'arrête pas à nos frontières nationales et les pays les plus émetteurs ont un rôle particulier à jouer. C'est notamment le cas des pays du G20 qui représentent aujourd'hui à eux seuls 80% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Le président de la République Emmanuel Macron l'a rappelé dès le début de cette COP : la France est pleinement mobilisée pour la solidarité et la justice climatiques.

L'Europe et la France s'engagent fortement aux côtés des pays les plus vulnérables, qui sont souvent les derniers responsables mais les premiers touchés par les conséquences dramatiques du changement climatique.



Cette COP27 a montré cet engagement avec des avancées concrètes, qui nous permettent d'avancer ensemble sur de nombreux sujets.

Tout d'abord, nous avançons ensemble sur le financement de l'adaptation, attente centrale exprimée par les pays du continent africain.

En 2021, la France a dépassé ses objectifs en consacrant plus de 6 milliards d'euros à la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement. C'est bien davantage que ce que serait notre " juste part " de l'objectif mondial de 100 milliards de dollars de finance climat. La quasi-totalité des pays européens respecte elle aussi ses engagements. En particulier, la France consacre 2.2 milliards d'euros par an à l'adaptation des pays vulnérables.

Derrière ces chiffres, il y a surtout des projets concrets qui améliorent directement la vie des populations. C'est le cas de la Grande Muraille Verte, projet ambitieux porté par les pays africains et relancé par le Président de la République lors du One Planet Summit de 2021. Grâce aux 19 milliards de dollars mobilisés, les pays du Sahel pourront

restaurer 100 millions d'hectares de terres menacées par l'avancée du désert, renforcer la sécurité alimentaire en soutenant une agriculture durable et adaptée aux impacts du changement climatique et créer 10 millions d'emplois verts d'ici à 2030.

Nous avançons ensemble, aussi, sur les partenariats pour une transition énergétique juste. C'était un engagement fort de la COP26 à Glasgow, que nous avons concrétisé à Charm-el-Cheikh.

Nous avons ainsi confirmé notre engagement auprès de l'Afrique du Sud, qui bénéficiera de 8,5 milliards de dollars, dont 1 milliard apporté par la France, en soutien à son plan de sortie du charbon et de développement des énergies renouvelables.

Et lors du G20, nous venons d'amorcer un partenariat similaire avec l'Indonésie. La France y prend là aussi toute sa part, avec un premier investissement de 500 millions d'euros.

Parce que le climat et la biodiversité sont les deux faces d'un même combat, nous préparons des partenariats semblables pour protéger et gérer durablement les forêts d'Amérique du Sud, du bassin du Congo et d'Asie du

Sud-Est. Ce sera l'ambition du One Forest Summit annoncé lors de la COP27 par le Président-Macron et qui se tiendra en 2023. Enfin, lors de cette COP, nous avons avancé sur la question centrale des pertes et dommages. L'Union européenne a entendu les demandes des pays vulnérables, et a mis sur la table des propositions pour débloquer les négociations et atterrir sur une avancée majeure avec l'établissement d'outils et de financements dédiés.

Surtout, comme sur les autres sujets, nous construisons ensemble des solutions concrètes, par exemple en matière de prévention. C'est le cas de l'initiative CREWS, fortement soutenue par la France pour un déploiement mondial de systèmes d'alerte précoces face aux catastrophes climatiques.

Mais malgré ces avancées, les discussions lors de la COP27 et du G20 ont souligné un défi majeur devant nous : la réforme de l'architecture financière internationale.

Nous devons répondre à des besoins immenses et nouveaux, pour financer à la fois le développement et la préservation des biens publics mondiaux, dont

le climat.

Après la pandémie, la France s'est engagée à réallouer 30% de nos droits de tirage spéciaux du FMI, pour soutenir la reprise économique des pays vulnérables. Nous continuerons de mobiliser nos partenaires pour que chacun prenne sa juste part dans l'effort mondial, notamment les pays du G7 et les grands pays émergents.

Nous devons désormais aller plus loin, et construire un système financier capable de répondre aux grands défis du XXIe siècle. C'est pourquoi, lors du G20, le Président de la République a annoncé la tenue, en juin 2023 à Paris, d'une conférence internationale pour bâtir un nouveau pacte financier avec le Sud.

Face à l'immense défi climatique, nous entendons l'appel de nos jeunes.

C'est tous ensemble que nous affrontons, déjà, les conséquences du changement climatique. C'est ensemble que nous bâtissons les solutions.

Le partenariat euro-africain sur le climat se renforce chaque jour.

***Secrétaire d'Etat en charge du Développement, de la francophonie et des Partenariats internationaux.**